

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 15 décembre 2014

1. Loi croissance et activité : des mesures toujours bien jugées - à l'exception de la vente par l'Etat de ses participations dans les grandes entreprises.

Les Français qui ont entendu parler de cette loi s'y disent très largement favorables (64%), avec une forme de consensus politique : 70% des électeurs de F. Hollande en 2012, 76% de ceux de F. Bayrou, 65% de ceux de N. Sarkozy et 69% de ceux de M. Le Pen – ce qui est remarquable.

Seuls les électeurs de J.L. Mélenchon de 2012 s'y disent opposés (36%) ; même s'il semble s'agir plus d'une position de principe que d'un jugement sur les mesures elles-mêmes, approuvées en partie.

Dans le détail :

- 89% des Français sont favorables à « *l'élargissement de l'épargne salariale aux PME* » ;
- 84% approuvent la « *libéralisation du transport par autocar en permettant l'établissement de lignes régulières entre les grandes villes* » (65% au Front de gauche, de 81 à 89% partout ailleurs) ;
- 71% approuvent l'ouverture « *de certains magasins jusqu'à minuit dans les zones touristiques internationales* » (63% à gauche, dont 71% au PS, 63% à EELV et 52% au Front de gauche)
- 66% approuvent « *l'ouverture des magasins 12 dimanches par an contre 5 actuellement* ». 54% des électeurs de gauche y sont favorables, dont 66% au PS, 48% à EELV, mais seulement 38% au Front de gauche (et 75% à droite).

D'une manière générale, 51% des Français (dont 37% des sympathisants de gauche) estiment que « *tous les magasins devraient pouvoir ouvrir le dimanche* », soit 3 points de moins qu'en septembre – une chute relativement faible compte tenu de la tournure des débats ces dernières semaines.

- 57% se disent favorables à « *libéraliser l'installation de certaines professions réglementées comme les notaires ou les huissiers* » (60% à gauche dont 69% au PS, 54% à droite).
- en revanche 36% seulement (32% à gauche, 40% à droite) souhaitent « *permettre à l'Etat de vendre une partie des participations qu'il détient dans de grandes entreprises* ». La privatisation partielle de l'aéroport de Toulouse, sur un registre proche, a suscité beaucoup de commentaires sur un mode très inquiet : ce sujet semble pouvoir réveiller des craintes très présentes.

⇒ 50% des Français (61% au PS, 51% à droite) estiment que « ***globalement, ces différentes mesures constituent un levier pour relancer l'économie française*** » - bon résultat pour un jugement sur l'efficacité de mesures dans le domaine économique.

⇒ Enfin, **l'opinion ne voit pas dans ce projet de loi une « réforme trop libérale »** : seulement 14% considèrent qu'il va *« trop loin pour libéraliser l'économie française »*, contre 49% qui jugent qu'il *« ne va pas assez loin pour libéraliser l'économie française »* et 35% qui l'estiment *« équilibré »*. Même les sympathisants Front de gauche ne sont que 31% à juger que le projet va trop loin, contre 29% qu'il ne va pas assez loin et 39% qu'il est équilibré (11-40-48 au PS).

2. Une loi qui acquière progressivement une dimension symbolique.

⇒ Si les mesures ne sont certainement pas encore bien toutes connues, **ce projet de loi semble avoir été remarqué par les Français : près des deux tiers (63%) en ont entendu parler, et un tiers voit précisément de quoi il s'agit** – notable comparé à d'autres projets de lois et compte tenu de la fatigue médiatique et politique de l'opinion.

⇒ Alors qu'il n'avait jusqu'à présent n'avait pas accroché l'opinion, **ce projet semble désormais gagner en densité et en importance aux yeux des Français** : ceux qui en ont entendu parler estiment ainsi à 50% (contre 48%) que *« c'est une réforme importante pour la France »*, avec des clivages politiques mesurés mais qui passent à l'intérieur de la gauche (41% des électeurs de J.L. Mélenchon, 60% de ceux de F. Hollande, 54% de F. Bayrou, 46% de N. Sarkozy et 52% de M. Le Pen).

De même, **63% des Français estiment que cette loi va dans le bon sens pour « libérer les blocages qui existent dans l'économie Française »** – de 74% des électeurs de F. Hollande à 65% de ceux de M. Le Pen, mais seulement 37% de ceux de J.L. Mélenchon.

51% jugent enfin qu'elle permettra « d'améliorer le pouvoir d'achat des catégories modestes » - dont 41% des ouvriers, 48% des employés, 49% des sympathisants de gauche (29% électeurs Front de gauche / 63% PS) et 55% de ceux de droite.

⇒ **Le doute persiste cependant** : face aux contestations soulevées par ce projet, **les Français ne croient pas que le gouvernement aura le courage nécessaire pour le mener à bien**. 55% pensent qu'il *« n'ira pas au bout »* (dont 64% à droite), contre 44% qui pensent le contraire (dont 55% à gauche, et 63% au PS).

Mais même s'ils jugent que le projet ne va pas assez loin, l'efficacité prime : 70% des Français estiment que *« face à l'opposition d'une partie de la gauche, le Premier Ministre doit rechercher des compromis pour faire accepter la loi »*, contre 28% qui pensent qu'il *« doit tout faire pour faire voter le texte sans changement »* (sans clivage partisan notable). **Compte tenu de l'urgence économique, les Français semblent préférer une petite réforme à « pas de réforme du tout » : mais ils ajusteront sûrement leur jugement sur l'action du gouvernement en conséquence.**

➤ *Le projet de loi croissance et activité a nettement gagné en visibilité et semble devenir progressivement une marque de l'action réformatrice du gouvernement. Les oppositions y ont certainement aidé : il y a quelques mois, testées en dehors de tout débat, les mesures paraissaient anecdotique aux yeux des sondés. A l'issue d'une polémique, elles deviennent importantes.*

La contestation semble ainsi rester l'un des rares ressorts qui attire l'attention des Français sur l'action politique. Plus une réforme suscite de contestations, plus elle est jugée « crédible » (mais pas forcément souhaitable). Les Français sont en effet persuadés que le système est entièrement verrouillé : si personne ne proteste, c'est que rien de sérieux n'est fait. L'ANI n'avait ainsi en son temps laissé aucune trace dans l'opinion ; de même que le compte pénibilité jusqu'à ce que le

patronat le conteste fortement (« aussi grave que les 35h ») ancrant l'idée que « quelque chose était en train de se passer ».

- *Le consensus politique PS-droite-FN suscité par le projet de loi croissance et activité est tout à fait remarquable ; tout comme le fait que le seul clivage passe à l'intérieur de la gauche - moins d'ailleurs sur le fond des réformes que sur des positions de principe.*
- *Parallèlement, dans un contexte où les hommes politiques eux-mêmes sont de plus en plus pointés comme l'un des principaux obstacles à l'amélioration de la situation du pays, les Français semblent valoriser les postures qui leur paraissent s'élever de la scène politique, perçues comme les seules efficaces.*

Là réside le ressort principal du matelas de popularité personnelle du PM d'une vingtaine de points ; c'est également cette image qui a permis le décollage d'E. Macron (+12 dont +18 au PS ce mois-ci pour Ipsos ; +9 pour Odoxa dont +8 à gauche). A droite, B. Le Maire s'en est nourri (dont la popularité bondit de 11 points à droite pour Ipsos, de 5 points pour Opinionway et Odoxa) - notamment après son meeting face à « Sens commun » en jouant de l'effet de contraste avec N. Sarkozy.

Les Français accordent de plus en plus bonus d'opinion à ceux qui affirment des convictions, sans céder aux querelles politiques y compris contre leur propre camp.

- *Dans ce contexte, les compromis au nom de l'efficacité semblent pouvoir être acceptés. Mais éviter que le récit qui s'impose au fil de la discussion parlementaire soit celui d'un « détricotage » pour donner des gages à des contestations politiques perçues comme peu légitimes, paraît nécessaire pour conserver un effet positif en termes d'opinion.*

1. Compte social universel

⇒ *82% des Français sont favorables à « la création d'un compte social universel qui regrouperait tous les droits sociaux (sécurité sociale, retraite, formation professionnelle...) et suivrait chaque individu de l'école jusqu'à la retraite - permettant par exemple à chaque salarié, lorsqu'il quitte une entreprise, de bénéficier de ses droits acquis dans sa nouvelle entreprise ».*

Ce plébiscite est partagé par toutes les catégories : l'attrait de la simplification et de l'accessibilité des droits supplante les possibles réticences.

2. Fin de vie

⇒ *Sans surprise, 92% des Français sont favorables à « donner la possibilité à toute personne de souscrire un testament médical qui permettrait à chacun d'exprimer à l'avance son opposition à tout acharnement thérapeutique ».*

De même, 89% approuvent la « sédation, c'est à dire un endormissement profond et continu jusqu'au décès pour des patients en phase terminale qui en feraient la demande ».

Ces questions ne font pas l'objet de clivages politiques ou générationnels.

Adrien ABECASSIS